

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 09 avril 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 6
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 27 mars 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0034

portant modification de la délibération N°DL-CP2022-0235 relative à l'adoption de la convention cadre de mobilité-formation 2023-2025 entre le conseil départemental de Mayotte et L'Agence d'Outre-Mer pour la Mobilité (LADOM)

L'an deux mille vingt quatre, le neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU,

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Salime MDERE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Madame Nadjima SAID, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,

Conseillers départementaux absents :

Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Monsieur Daniel ZAIDANI,

Secrétaire de séance désignée :

Madame Nadjima SAID

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
Vu la délibération N°DL-CP2022-0235 relative à l'adoption de la convention cadre de mobilité-formation 2024-2025 entre le conseil départemental de Mayotte et L'Agence d'Outre-Mer pour la Mobilité (LADOM) ;

- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2024-02079 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission Formation professionnelle, Éducation et Santé en date du 02 avril 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de modifier la délibération N°DL-CP2022-0235 du 29 septembre 2022 en introduisant un article 2bis rédigé comme suit :

Article 2 bis : de solliciter à hauteur du pourcentage éligible, le cofinancement de l'Union Européenne dans le cadre du Programme opérationnel FEDER-FSE+ Mayotte 2021-2027 remboursement des fonds avancés (dépenses réalisées) à travers les conventions annuelles liées à l'exécution de la convention cadre 2023-2025 entre le conseil départemental de Mayotte et L'Agence d'Outre-Mer pour la Mobilité (LADOM)

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 29 septembre 2022

Membres en exercice : 24

Présents : 21

Procuration(s) : 2

Absente : 1

Nombre de votants : 23

Votes pour : 23

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : vendredi 16 septembre 2022

DELIBERATION N°DL_CP2022_0235

**Relative à l'adoption de la convention cadre de mobilité-formation 2023-2025 entre le Conseil
Départemental et l'Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM)**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt neuf septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à la salle de Cinéma Alpa Joe à Mamoudzou.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rossette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillères départementales représentées :

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE

Conseillère départementale absente:

Madame Zamimou AHAMADI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC,

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu** la Délibération n°DL_2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2022_0080 en date du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2022-01490 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission Formation professionnelle, Éducation et Insertion en date du 21 septembre 2022;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

- Article 1 :** de valider la convention cadre de mobilité-formation 2023-2025 entre le Conseil départemental et l'Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) ;
- Article 2 :** de valider le principe de déclinaison de ladite convention cadre par la mise en place de conventions opérationnelles de mobilité-formation entre le Conseil Départemental et l'Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) pour chaque année avec les montants suivants:
- 1 700 000€ pour l'année 2023
 - 1 700 000€ pour l'année 2024
 - 1 700 000€ pour l'année 2025
- Article 3 :** d'imputer chaque année, la dépense de la convention opérationnelle sur le Chapitre 65 du Budget du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Article 4 :** d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 5 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



CONVENTION CADRE DE MOBILITE - FORMATION 2023 - 2025

ENTRE :

Le Département de Mayotte représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI,

ET

L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) représentée par sa Directrice générale par intérim,

- Vu les compétences du Conseil Départemental de Mayotte en matière de formation professionnelle, dans le cadre des lois
- Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel
- Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales
- Vu le code des Transports et notamment les articles :
 - o L1803-1, L1803-2, L1803-3, L1803-6, L1803-7, L1803-9, L1803-10, L1803-15, L1804-1 et L1804-2
 - o R1803-17, R1803-18 et R1803-19
 - o D1803-1, D1803-6, D1803-7, D1803-8, D1803-9
- Vu l'arrêté du 18 novembre 2010 pris en application du II de l'article 50 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer fixant les plafonds de ressources pour l'accès aux aides financées par le fonds de continuité territoriale - Article 4
- Vu l'arrêté du 18 novembre 2010 pris en application de l'article 13 du décret n° 2010-1424 du 18 novembre 2010 fixant les conditions d'application des II, III, IV et V de l'article 50 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer et les limites apportées au cumul des aides au cours d'une même année - Articles 6, 8, 8-1, 10, 11, 12, 12-1, 12-2
- Vu l'arrêté du 12 mars 2020 pris en application de l'article L. 1804-2 du code des transports et fixant la liste des Etats ou territoires de destination de la mobilité internationale
- vu l'arrêté du 13 décembre 2010 pris en application du troisième alinéa de l'article L. 1803-6 du code des transports définissant la liste des concours auxquels les personnes admissibles peuvent bénéficier du passeport-mobilité formation professionnelle - Article 1
- Vu l'ordonnance 2009-664 du 11 juin 2009 relative à l'organisation du Service Public de l'Emploi et à la formation professionnelle à Mayotte,
- Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n°xxx du xxx relative à l'adoption de la convention cadre de mobilité- formation entre le Conseil Départemental et L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) pour la période de janvier 2023 à décembre 2025
- Vu la délibération du Conseil d'administration de LADOM du xx 2022 relative à l'autorisation à donner à la directrice générale par intérim de signer la convention cadre de mobilité formation entre le Conseil Départemental et L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) pour la période de janvier 2023 à décembre 2025

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

A l'instar de tous les territoires d'outre-mer, Mayotte est un territoire dont les spécificités doivent être prises en compte pour mieux adapter les politiques publiques notamment en matière de formation professionnelle.

Les handicaps structurels dont souffrent nos régions ultrapériphériques sont reconnus par le biais de l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et des mesures spécifiques sont prises visant, en particulier, à fixer les conditions de l'application des traités à ces régions.

Les facteurs caractérisant ces handicaps structurels sont pluriels : « leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficile, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits » autant de facteurs dont la permanence et la combinaison obèrent le développement de l'économie et de la formation professionnelle des territoires ultramarins.

A cela s'ajoutent les difficultés de mobilité au sein du territoire, avec l'hexagone, avec les pays limitrophes.

C'est la raison pour laquelle le Département de Mayotte, s'est dotée d'un nouveau Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) qui encadre le volet économique à travers lequel doit se déployer toute la stratégie du territoire en matière de formation professionnelle et de l'insertion.

Ce schéma a permis de décliner une stratégie opérationnelle à travers les différentes commissions du CREFOP afin de définir les priorités d'intervention en matière de formation professionnelle sur le territoire ainsi que par la voie de la mobilité.

Une première convention cadre 2020-2022 a démontré la nécessité de mettre en place une programmation pluriannuelle des actions et du partenariat entre le Conseil Départemental de Mayotte et LADOM. Dans cette continuité, la présente convention a pour ambition de poursuivre la collaboration engagée et de fixer le cadre général du partenariat entre le Conseil Départemental de Mayotte et l'Etat via l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM). LADOM a vocation à apporter son soutien technique et financier au Conseil départemental dans ses différents programmes de formation professionnelle nécessitant le concours de la mobilité en faveur des demandeurs d'emplois résidents du territoire.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions générales des relations partenariales entre le Conseil départemental et LADOM pour une période pluriannuelle de trois ans.

Elle a pour objet de développer les possibilités de qualification et d'insertion professionnelle par la voie de la mobilité offertes aux demandeurs d'emploi résidents du département de Mayotte.

Elle vise ainsi à concourir au développement local du territoire en garantissant la montée en charge d'une main d'œuvre destinée aux entreprises « de la place » par la constitution d'une réserve potentielle de compétences existantes soit en dehors de Mayotte, soit revenant à Mayotte à l'issue d'une mobilité-formation réussie.

Par conséquent cette convention vise à contribuer à l'insertion professionnelle des bénéficiaires à Mayotte, en Métropole, dans les DOM, à l'international, et en particulier dans les pays relevant du bassin océanique de la zone océan Indien, par l'intermédiaire de L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM).

La convention cadre sera suivie chaque année d'une convention opérationnelle qui va déterminer les modalités opérationnelles et financières de prise en charge des résidents demandeurs d'emplois retenus pour aller suivre une formation ou occuper un emploi hors du territoire.

Les dispositifs de mobilité mis en œuvre pour ce faire sont, soit financés par l'Etat, soit par le Département de Mayotte, soit font l'objet d'un cofinancement de l'Etat, du Département de Mayotte et d'autres structures intervenant dans le domaine de la formation professionnelle.

ARTICLE 2 : Missions confiées à LADOM par le Conseil Départemental de Mayotte

1 - Les actions mises en œuvre par LADOM pour le compte du Conseil Départemental de Mayotte permettront aux Mahorais :

- de se qualifier dans le cadre du statut de stagiaire de la formation professionnelle au moyen de formations se déroulant en métropole, en Europe ou à l'étranger, et en particulier dans le bassin de l'Océan Indien, dès lors que le cursus n'est pas disponible à Mayotte ou permet d'accéder à un emploi de six mois à minima en CDD.
- d'effectuer des stages pratiques dans des entreprises à l'extérieur de l'île, lorsqu'ils sont inscrits en qualité de demandeurs d'emplois ou en qualité de stagiaires de la formation professionnelle, dans des actions qualifiantes se déroulant à Mayotte et agréées par le Conseil Départemental de Mayotte dans le cadre de son Programme de Formation Professionnelle.
- de trouver un emploi à l'issue de leur formation.
- de favoriser l'insertion professionnelle directe de publics identifiés.

2 - LADOM, en lien étroit avec le service formation du Conseil Départemental de Mayotte et dans le respect des critères d'éligibilité aux filières citées à l'article 3 de la présente convention, assure la mise en œuvre de dispositifs conventionnés : sélection des candidats, instruction et agrément des demandes individuelles, recherche des formations, d'exécution et de contrôle des formations, accueil et suivi des stagiaires, ainsi que leur insertion et/ou leur retour en fin de formation à Mayotte.

3- Dans le cadre des conventions de formation qu'elle contracte avec les organismes de formation, LADOM est chargée par le Conseil Départemental :

- de l'instruction des dossiers, en lien avec le Service formation du Département (DAFPI) ;
- du paiement des frais pédagogiques;
- du versement à chaque stagiaire des allocations complémentaires d'hébergement (ACH),
- de la mise en place de la rémunération publique liée au statut de stagiaire de la formation professionnelle.

ARTICLE 3 : Filières de mobilité mises en œuvre par LADOM

Dans le cadre du Passeport pour la Mobilité de la Formation Professionnelle (PMFP), les filières de formation en mobilité sont les suivantes :

- Alternance (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation),
- Programme Régional de Formation Professionnelle DOM (PRFP DOM)
- Programme Régional de Formation Professionnelle métropole (PRFP métropole)
- Mobilité Formation Emploi (MFE)
- Sanitaire et social
- Stages pratiques de la formation professionnelle
- Actions Partenaires

Le PMFP permet également de prendre en charge des billets d'avion dans le cadre des dispositifs suivants :

- Oraux des concours
- Insertion dans l'emploi

ARTICLE 4 : Modalités liées à la contribution financière du Conseil Dépa

1 - Au titre des **frais de formation**, le Conseil Départemental de Mayotte, de niveau 3, 4, 5, 6 et 7 dans le respect des conditions définies par la convention d'objectifs et de performance signées entre LADOM et le Ministère des outre-mer concernant les secteurs professionnels prioritaires

Cas particulier : les stagiaires poursuivant une formation aux carrières sanitaire et sociale au-delà de 36 mois peuvent, sur proposition du Conseil Départemental de Mayotte, bénéficier d'un financement au moyen du dispositif PRFP DOM pour la durée réglementaire restante de leur parcours de formation. Dans ce cas, l'action sera financée dans sa totalité par la Collectivité (Coûts pédagogiques, rémunération de base, ACH)

2 - Les aides financières aux stagiaires en mobilité

- Les stagiaires en mobilité bénéficient d'une aide financière du Conseil Départemental, **l'allocation complémentaire d'hébergement (ACH)**. L'attribution de cette aide doit faire l'objet d'une validation par le service du Conseil Départemental compétent en matière de formation professionnelle (le service Mobilité du Conseil Départemental de Mayotte). Son montant est calculé par différence entre la rémunération de base et les allocations de quelque nature que ce soit, perçues par le stagiaire sur la base d'un plafond mensuel de 700 € (900€ pour les formations sanitaires et sociales).
- Les stagiaires bénéficient également, selon le cas, d'une prise en charge des **frais pédagogiques** au titre de leur parcours d'insertion professionnelle.

Ces deux aides (ACH et frais pédagogiques) interviennent selon les modalités de validation suivantes :

- Pour tout engagement de frais pédagogiques et/ou d'ACH dépassant le montant de 100 euros par mois, le parcours doit faire l'objet d'une validation par le service du Conseil Départemental compétent en matière de formation professionnelle (le service Mobilité du Conseil Général de Mayotte) ;
- Pour toute ACH inférieure ou égale au seuil de 100 euros par mois ainsi que pour toute prime d'installation, LADOM peut valider le parcours et en informer le Conseil Départemental dès que le parcours est mis en route.

Dans tous les cas, LADOM est tenue de transmettre au Conseil Départemental, au plus tard au début de chaque mois pour le mois N-1, le tableau reprenant l'ensemble des éléments financiers relatifs aux parcours validés ainsi que les fiches correspondantes.

Ces aides du Conseil Départemental peuvent bénéficier aux stagiaires relevant des filières suivantes :

- MFE
- Alternance
- PRFP DOM
- PRFP métropole
- Sanitaire et social
- Stages pratiques de la formation professionnelle
- Actions partenaires

Les stagiaires en mobilité ne relevant pas du PMFP bénéficient d'une **prime à l'installation** d'un montant maximum de 800 euros.

ARTICLE 5 : Plafond de prise en charge des frais pédagogiques par le Conseil Départemental

Dans le cadre de la prise en charge des frais pédagogiques, la collectivité limite sa participation financière à hauteur de **12 000€** par étape de formation (c'est-à-dire par année ou niveau de prise en charge) et par stagiaire, sans que cela porte atteinte à la prise en charge d'un parcours composé de plusieurs étapes.

En cas de dépassement de ce plafond de prise en charge des frais pédagogique de 12 000€, le bénéficiaire devra apporter une participation financière correspondant à 50% de la partie

dépassant le seuil. La prise en charge du dépassement par la collectivité est le versement effectif de la participation du stagiaire au prestataire de la formation.

Exemple : une formation de 15 000€ de coût pédagogique (le dépassement étant de 3000 € le bénéficiaire devra apporter la moitié de ce montant soit 1500€).

En dehors de ces modalités, toute autre prise en charge de frais pédagogique fera l'objet d'une validation accompagnée d'un avis favorable de la commission formation professionnelle du conseil départemental pour une prise en charge partielle ou totale de la formation.

ARTICLE 6: Prise en charge spécifique du transport par le Conseil Départemental de Mayotte

En tant que de besoin, le Conseil Départemental se réserve le droit de prendre en charge le transport « Aller », « Retour » et « d'inter séjour » des stagiaires pour faire face :

- A la nécessité de couvrir tous les trajets non éligibles ou non prévus par l'Etat dans le cadre du PMFP. Cette disposition exceptionnelle pourra être activée à la demande de l'une des deux parties après validation préalable du Conseil Départemental par une fiche de financement spécifique
- Au besoin de rapatrier les stagiaires séjournant à l'international lorsque ceux-ci bénéficient d'une période de vacances de plus d'un mois dans le cadre d'un parcours composé d'au moins 2 étapes de plus de 6 mois chacune
- A la nécessité de permettre aux stagiaires déjà en situation de mobilité d'aller réaliser des stages pratiques d'au moins 1 mois au départ de leur lieu de formation. Ces stages peuvent se réaliser à l'international, dans un autre DOM ou une autre collectivité relevant du territoire ultramarin de la France. Dans ce cas, la prise en charge de la billetterie est à faire valider par la CDM par une fiche de financement spécifique.

La gestion de ces actions est confiée à LADOM.

ARTICLE 7 : Contribution financière de LADOM

1 - La contribution financière de LADOM à l'ensemble des missions et prestations décrites ci-dessus est assurée par l'Etat dans le cadre des programmes 123 et 138.

Elle comprend pour l'essentiel :

- la mise à disposition de la structure LADOM (Mayotte et Métropole) au bénéfice des publics Mahorais.
- la prise en charge du billet aller/retour au titre du PMFP de chaque candidat éligible retenu.
- un service d'aide personnalisée en vue de favoriser l'insertion professionnelle des stagiaires à l'issue de leur parcours de formation.

2 - En outre, de par les missions confiées à l'Agence par l'Etat en ce qui concerne le programme MFE, la collaboration avec LADOM ouvre droit à la prise en charge par l'Etat :

- des frais pédagogiques.
- de la rémunération de base des stagiaires, conformément aux barèmes en vigueur fixés par le code du travail.

En application de l'accord cadre LADOM / Pôle emploi du 14 septembre 2021, LADOM a transféré depuis le 1^{er} janvier 2022 le budget d'achat de formation MFE et la rémunération publique de stagiaire de la formation professionnelle associée à Pôle emploi.

3 - Au titre de l'ACM, LADOM instruit les dossiers relatifs aux aides de l'Etat, conformément à la réglementation en vigueur, effectue le versement de l'aide à l'installation et les démarches nécessaires au versement de l'allocation mensuelle.

ARTICLE 8 : Contribution pluriannuelle de la collectivité

Pour l'exécution de la présente convention, la collectivité départementale programmera sur les 3 années de la convention cadre les montants d'aide suivants :

- 1 700 000 euros en 2023
- 1 700 000 euros en 2024
- 1 700 000 euros en 2025

Ces montants incluent les 10% dus à LADOM au titre des différentes prestations de service prévues dans le cadre de l'exécution de chaque convention opérationnelle.

ARTICLE 9 : Comité technique

Un comité technique est créé et comprend des représentants du service formation du Département et ceux de LADOM afin de suivre la bonne mise en œuvre de la présente convention et son évolution éventuelle.

Ce comité se réunit au moins une fois par trimestre à l'initiative de LADOM et autant de fois que nécessaire sur demande de l'une des deux parties signataire.

ARTICLE 10 : Mise en place de la convention opérationnelle annuelle

La présente convention cadre fera chaque année l'objet d'une convention opérationnelle couvrant l'année civile. Cette convention opérationnelle précisera les modalités techniques et financières destinées atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Article 11 : Durée de validité et résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une période allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 3 mois.

En cas de résiliation :

- LADOM remplira jusqu'à la fin les engagements nés de la présente : le suivi des actions engagées, le paiement des sommes afférentes, la production des documents définis en l'article 11 ;
- le Conseil Départemental versera à LADOM les fonds nécessaires et s'acquittera des frais de gestion correspondants au prorata des prestations réalisées par l'Agence.
- En cas de litige, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Mayotte.

Etablie en 2 exemplaires originaux,

Mamoudzou le

Le Président du Conseil Départemental

La Directrice Générale par intérim de LADOM

Ben Issa OUSSENI